

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BEYROUTH

N° 02 – du 5 janvier 2022 au 12 janvier 2023

ZOOM SUR : LA PRATIQUE DE TAUX DE CHANGE MULTIPLES IRANIENNE

Depuis 1979, la République islamique n'a connu un taux de change unique sous un régime de change flottant dirigé que durant dix ans, entre l'unification réussie de 2002 et son abandon en 2012 à la suite de l'imposition de sanctions renforcées par l'Union européenne et les Etats-Unis. En dehors de cette décennie, plusieurs mesures qualifiables de pratique de taux de change multiples ont été retenues : usage d'une multiplicité de taux de change pour différentes transactions (jusqu'à douze en 1989), création de plusieurs marchés des changes proposant des parités distinctes de plus de 2%, ou encore accords de paiement bilatéraux. **Les objectifs poursuivis à travers cette pratique ont été l'enraiment de déséquilibres de la balance des paiements créés par les chocs externes des sanctions, et l'expression de préférences dans l'allocation des ressources.**

L'Iran présente actuellement cinq taux de change reconnus par les autorités : **i)** un taux officiel (1\$ = 42 000 IRR) utilisé de façon résiduelle pour l'importation de quelques médicaments depuis l'élimination de la plupart des biens agricoles éligibles, au printemps 2022 ; **ii)** un taux d'information financière (1\$ = 200 000 IRR) utilisé pour la conversion des actifs et passifs bancaires libellés en devises ; **iii)** un taux de gros dit « NIMA » (1\$ = 285 000 IRR à date) déterminé par les enchères placées auprès de la Banque Centrale par les importateurs de matières premières, biens intermédiaires et biens d'équipement sans équivalent local, financé par les recettes en devises d'exportateurs tenus à des cibles de rapatriement ; **iv)** un taux de gros dit « SANA » ou « ETS » (1\$ = 309 000 IRR à date) réservé aux bureaux de change agréés par la Banque Centrale, auxquels les importateurs de biens de consommation courante autorisés peuvent acheter des devises ; **v)** un taux dit « ICE » (1\$ = 387 000 IRR à date), du nom de la plateforme en ligne sur laquelle les banques, bourses de valeur et particuliers peuvent acheter et vendre des devises, sous un plafond de 2 000 EUR par personne par an pour ces derniers. **Il faut ajouter à ces taux résultant d'une décision des autorités le taux du marché parallèle** : en dépit d'une parité IRR/\$ plus élevée et des risques associés (escroquerie, faux, etc.), il permet aux acquéreurs de devises d'échapper aux contrôles de l'État sur la destination des fonds et le plafond annuel d'achat imposé.

Si la pratique de taux de change multiples a permis d'enrayer la dégradation de la balance courante causée par le rétablissement des sanctions secondaires américaines puis la pandémie (d'après le FMI, le solde courant était de +2,0% en 2021/2022), elle a échoué à modérer les prix des biens essentiels, amoindri la croissance potentielle en décourageant la production locale de biens bénéficiant d'une allocation préférentielle de devises à l'importation (céréales), et nourri les comportements de recherche de rente chez les importateurs de ces biens. Ainsi, d'après le Centre des statistiques, entre le 2^{ème} trimestre 2018 et le 2^{ème} trimestre 2021, les « huiles et graisses », alors bénéficiaires du taux officiel, ont vu leur indice des prix à la consommation multiplié par 4,5, alors que leur indice des prix à l'importation est resté presque stable sur la période.

Service Économique de Téhéran

LE CHIFFRE À RETENIR

5

NOMBRE DE TAUX DE CHANGE
RECONNUS PAR LES AUTORITÉS



RÉGION

1. MISE À JOUR DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DE LA BANQUE MONDIALE.

La Banque Mondiale a publié le 10 janvier son rapport biennuel *Global Economic Prospects*. Concernant le Moyen-Orient, le rapport met en avant une région caractérisée par des perspectives économiques variables, avec des pays en proie à l'instabilité macroéconomique et aux conflits, tandis que d'autres connaissent une croissance supérieure à leur potentiel. La Banque Mondiale souligne que la région pourrait être confrontée à de nouvelles récessions économiques et à une augmentation de la pauvreté en raison de l'instabilité politique, de tensions sociales, de risques climatiques et de conditions financières mondiales plus restrictives. Les économies de la zone, en particulier les importateurs de pétrole, seraient vulnérables aux pressions financières extérieures, à des prix plus élevés pour les denrées alimentaires et l'énergie et à une fuite accrue des capitaux.

TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL

	2021	2022 ^e	2023 ^p	Différence avec les projections de juin 2022 2022 ^e
Egypte	3,3	6,6	4,5	0,5
Irak	2,8	8,7	4	-0,1
Iran	4,7	2,9	2,2	-0,8
Israël	8,5	6,3	2,8	..
Jordanie	2,2	2,5	2,4	0,4
Liban	-7	-5,4	..	1,1
Palestine	7,1	3,5	3	-0,2
Syrie	-2,9	-3,5	-3,2	-0,9

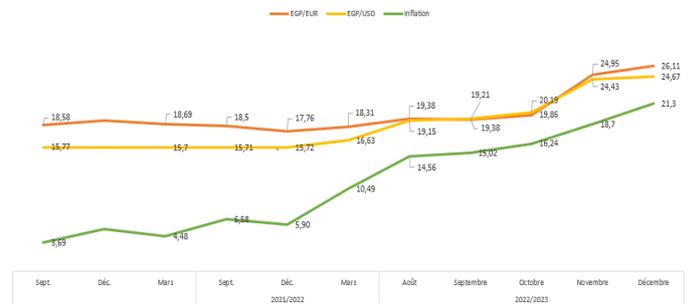
Source : Banque Mondiale (OCDE pour Israël)
Note : e = estimation, p = projection

ÉGYPTE

1. DÉPRÉCIATION MARQUÉE DE LA LIVRE ÉGYPTIENNE.

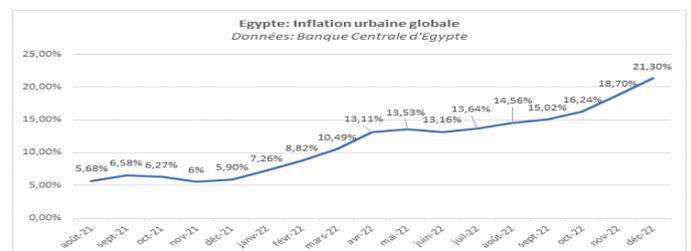
La valeur de la livre égyptienne (EGP) face au dollar US (USD) a de nouveau chuté cette semaine, après la dépréciation des 4 et 5 janvier dernier de 7 %. Ainsi l'EGP a chuté de plus de 9 %, passant de 27,2 à 29,7 par rapport à l'USD. L'EGP a chuté de plus de 50 % par rapport au taux en vigueur avant la dépréciation d'octobre et de près de 89 % par rapport au niveau atteint avant la dépréciation de mars 2022. Cette dépréciation est intervenue après la conférence de presse du Fonds Monétaire International (FMI) annonçant les engagements pris par l'Égypte dans le cadre du nouveau programme de réformes économiques et structurelles soutenu par le Fonds.

Evolution de la parité de la livre égyptienne face à l'Euro et au Dollar US



2. NOUVELLE ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION EN SEPTEMBRE 2022.

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques (CAPMAS), l'inflation enregistre une hausse de 21,3 % en glissement annuel sur le mois de décembre 2022 contre 18,7 % sur le mois précédent. Elle atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis décembre 2017. Les prix ont également augmenté de 2,6 % en glissement mensuel en décembre. Les prix des denrées alimentaires ont quant à eux augmenté de 37,9 % en glissement annuel en décembre. La hausse des coûts des aliments et des boissons - la composante la plus importante du panier de biens et de services utilisé pour mesurer l'inflation - a été la principale cause de l'inflation sur ces derniers mois.



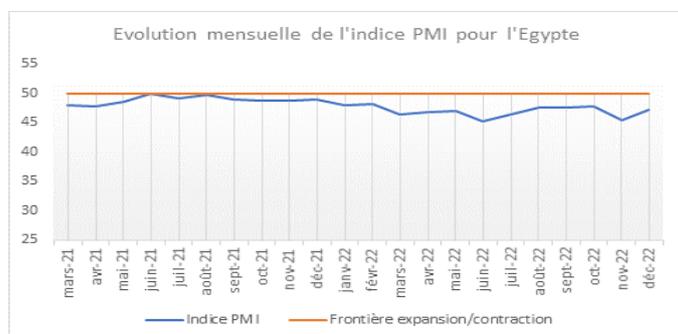
3. LANCEMENT DE PLANS D'ÉPARGNE PAR LES BANQUES PUBLIQUES ET PRIVÉES.

À l'instar de mars 2022, les deux premières banques du pays la National Bank of Egypt et Banque Misr ont lancé des certificats de dépôts à 25 % (contre 17,25 % précédemment). L'objectif est triple: (i) inciter les personnes détenant des devises en dehors du système bancaire à les réintroduire, (ii) limiter l'inflation en réduisant les liquidités en circulation et (iii) convaincre les personnes ayant des dépôts en devises fortes (principalement en dollar US ou en euro) de les échanger contre la monnaie nationale (EGP). Ces certificats de dépôt ont récolté près de 155 Mds EGP (5,2 Mds USD) en quelques jours selon le vice-président de la National Bank of Egypt (105 Mds EGP (3,5 Mds USD) à destination de la National Bank of Egypt et 50 Mds EGP (1,7 Md USD) en faveur de Banque Misr). De façon concomitante, les deux principales banques privées du pays, QNB Al Ahli et CIB, ont également lancé des certificats de dépôt de 18 mois à 22,5 %.



4. CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ DU SECTEUR MANUFACTURIER « HORS HYDROCARBURES »

Le Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'affiche à 47,2 en décembre contre 45,4 en novembre. La contraction du secteur privé est donc moins soutenue qu'en novembre. [Selon S&P Global](#), la forte inflation, la faiblesse de la livre égyptienne et les restrictions à l'importation continuent de nuire à l'activité. Le PMI s'inscrit ainsi sous la barre des 50 séparant l'expansion de la contraction pour le 25^{ème} mois consécutif.



5. LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES DE EGYPTIAN NATURAL GAS COMPANY

L'Egyptian Natural Gas Holding Company (EGAS) a lancé un appel d'offre portant sur des permis d'exploration de douze blocs pétro-gaziers, dont six onshore dans le delta du Nil et six offshore en Méditerranée. La date limite pour soumettre des offres est fixée au 30 avril 2023, dans un contexte où les autorités égyptiennes cherchent à accélérer les efforts d'exploration. Pour mémoire, la dernière découverte conséquente en date est celle de l'américain Chevron en décembre dernier, d'un champ de gaz en Méditerranée dans le bloc Narges, d'une capacité estimée à 3,5 trilliards de pieds cubes dont Chevron détient 45% avec l'italien Eni et l'égyptien Tharwa Petroleum (respectivement 45 % et 10 %).

IRAK

1. NOUVELLES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES.

Les dernières estimations du Ministère du Plan font état d'une population de 42,2 M d'habitants en Irak en 2022, avec un taux de croissance démographique de 2,5 % soit +1,3 M d'habitants sur un an. Il en résulte une population très jeune – 40,5 % de la population aurait moins de 15 ans et 3,1 % plus de 65 ans – avec donc plus de 700 000 nouveaux entrants chaque année sur le marché du travail. L'économie irakienne n'est pas en mesure aujourd'hui d'absorber ces nouveaux entrants de manière pérenne. Les activités pétrolières étant peu créatrices d'emplois (environ 1 % des emplois), l'État reste le principal

pourvoyeur d'emplois tandis que le secteur privé ne contribuerait qu'à environ 40 % des emplois. L'importante masse salariale publique rigidifie le budget de l'État et menace de rendre ses finances publiques insoutenables à moyen-terme, d'autant plus que les fortes hausses des cours du baril se traduisent régulièrement par des embauches massives dans la fonction publique – comme l'annonce récente de la création de plusieurs centaines de milliers de nouveaux emplois publics par le nouveau gouvernement Al-Soudani.

2. PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'ÉLECTRICITÉ ET SIEMENS ENERGY.

Le Ministère de l'Électricité a signé avec l'entreprise allemande Siemens Energy, qui a environ 40% des parts de marché des sous-stations électriques en Irak, un protocole de coopération pour le programme énergétique en Irak. Celui-ci prévoirait une exemption, pour les projets portés par Siemens, à un certain nombre de règles contenues dans la loi de 2014 sur les passations de marchés du gouvernement (allocation budgétaire disponible, approbation du Ministère du Plan, autorisations de plusieurs polices administratives). Ce protocole s'inscrit dans le cadre de la visite du Premier Ministre Al-Soudani en Allemagne débutée le 12 janvier, qui comprendra un important volet énergétique.

3. CRÉATION D'UN CONSEIL SUPRÊME SUR L'EAU.

Le Président de la République irakienne, Abdullatif Rashid, a annoncé jeudi 12 janvier la création d'un Conseil suprême de l'eau. Il s'appuiera sur un plan stratégique développé afin de parvenir à une meilleure gestion des ressources en eau de l'Irak d'ici à 2035. La rationalisation de la consommation d'eau, l'utilisation de techniques d'irrigation modernes et la limitation de la pêche d'eau douce ont été soulignées comme priorités par le Président. L'Irak, 5^{ème} pays au monde le plus affecté par le changement climatique, souffre effectivement d'une très mauvaise gestion de ses ressources en eau, mais également de l'absence d'accord sur la gestion des eaux du Tigre et de l'Euphrate avec les « pays de l'amont », l'Iran et la Turquie. Des discussions se sont d'ailleurs tenues le 10 janvier entre le Président turc Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre irakien, Mohammed Chia al-Soudani, au sujet de la répartition des eaux des deux fleuves.

IRAN

1. BAISSÉ DU PMI POUR LE 2^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF.

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), le Purchasing Managers' Index (PMI) était toujours en repli à la fin de Âzar (21 décembre) à 49,14 points (+1,75 point en g.m., -1,83 point en g.a.), et dans tous les secteurs d'activité à l'exception de l'industrie. Le sous-indice des nouvelles commandes a

connu un troisième mois consécutif de baisse (48,47 points) et le sous-indice des créations d'emploi s'est inscrit à son plus bas niveau depuis neuf mois (49,32 points), hors période de Norouz. **Le sous-indice d'achat de matières premières et fournitures connaît la plus forte baisse (-4,85 points en g.m. à 46,21 points) en raison de la dépréciation du rial, laquelle a renchéri en retour les prix à l'importation, et d'une demande intérieure stagnante.** Les directeurs d'achat pointent également les problèmes sectoriels suivants : **(i)** lenteur de l'allocation de devises (pétrochimie); **(ii)** commercialisation obligatoire du fer et de l'acier sur l'Iran Mercantile Exchange à un prix inférieur au coût marginal de production (métaux); **(iii)** longueur des délais d'enregistrement des commandes de matières premières (métaux); **(iv)** prise en tenaille des équipementiers entre un déficit de main d'œuvre et des constructeurs payant en crédits documentaires ou MoU que les banques mettent du temps à créditer (automobile).

2. HAUSSE DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE, À LEUR PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS UN AN.

D'après Tankertrackers.com, **les exportations de pétrole auraient atteint 1,44 Mb/j en décembre 2022, soit une hausse de 17,4% sur un mois et un niveau stable sur un an, illustrant en creux le caractère cyclique de la demande du principal client, les raffineries « indépendantes » chinoises, lesquelles ont reçu leur allocation de quotas d'importation de pétrole brut pour le 1^{er} trimestre 2023 en avance de phase.** La Chine aurait ainsi enlevé pour 1 Mb/j de pétrole brut et 240 000 b/j de condensats. La Syrie (75 000 b/j de pétrole brut) et le Venezuela (25 000 b/j de condensats) seraient les principaux clients d'appoint.

3. COOPÉRATION INDUSTRIELLE RUSSO-IRANIENNE.

Trois projets ont récemment fait l'objet d'annonces conjointes de Téhéran et Moscou. D'abord, l'Iran envisagerait d'acheter un nombre important de *bogies* pour un tramway au constructeur russe Ust-Katav (UKCP), ex-filiale de Khrounitchev State Research and Production Space Centre, désormais autonome. **Ensuite, IRIS Lines aurait confirmé sa demande d'un navire destiné à opérer dans le port de Solyanka (mer Caspienne), où l'Iran aurait investi 10 M\$ dans le cadre du développement du corridor multimodal INSTC.** Enfin, le constructeur naval iranien SADRA a annoncé la prise en charge pour réparation, sur les chantiers de la Caspienne, d'un vraquier russe endommagé sur la Volga.

4. PÉNURIE DE GAZ NATUREL.

Alors que le Directeur Général de BOTAS, société exploitant la partie turque du gazoduc Tabriz-Ankara, a déclaré que les volumes de gaz naturel livrés par l'Iran à la Turquie depuis début janvier étaient inférieurs de 70% aux volumes prévus par le contrat d'approvisionnement à long-terme, les gouverneurs de Téhéran, du Kurdistan, du

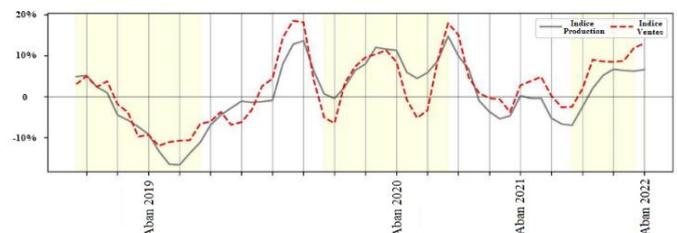
Semnan et d'Isfahan ont annoncé la fermeture des administrations publiques de leur province jeudi, afin d'éviter des coupures d'électricité. Le Directeur de la société gazière du Mazandéran a annoncé couper l'approvisionnement de 7 000 foyers « actuellement inoccupés » dans la province. Parallèlement, le Vice-Ministre des Affaires étrangères en charge de la Diplomatie économique, Mehdi Safari, s'est rendu au Turkménistan pour des discussions sur la coopération gazière. D'après l'agence de presse du Ministère du Pétrole, la consommation journalière de gaz naturel s'élèverait depuis le début du mois à 655 M m³. **Pour mémoire, d'après le Statistical Bulletin 2022 de BP, l'Iran serait titulaire des deuxièmes réserves mondiales de gaz naturel prouvées (32 100 Mds m³, soit 17,1% du total).**

5. HYPOTHÈSE D'EXPORTATION DE PÉTROLE DANS LE PROJET DE LOI DE FINANCES

D'après l'agence semi-officielle Fars News, le projet de Loi de finances pour l'année 2023/2024 contiendrait une hypothèse d'exportation de pétrole brut de 1,4 Mb/j à 85\$, dont une fraction des recettes serait versée sur le compte de l'État au taux de change de 230 000 IRR pour 1\$.

6. HAUSSE DES INDICES DE PRODUCTION ET DE VENTE DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES COTÉES EN BOURSE.

Selon le Centre de recherche du Madjles, au cours du mois de Âban (23 octobre-21 novembre 2022), les indices de production et de vente des sociétés industrielles cotées en bourse auraient respectivement progressé de 8,2% et 14,4% en g.a., tirés par le dynamisme des sous-secteurs « équipements et machines » et « automobiles et pièces détachées ». Pour mémoire, le PMI industriel serait le seul en expansion au mois de Âzar (52,49 points).

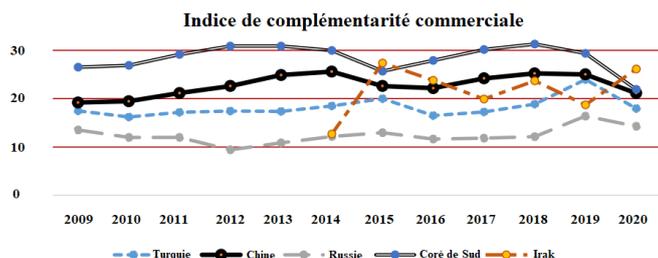


Industrie	Indice de Production		Indice de ventes	
	g.m.	g.a.	g.m.	g.a.
Équipement et machines	20,7%	50,2%	29,2%	44,1%
Équipement électriques	19,5%	3,7%	15,8%	54,3%
Alimentaire et Boisson	18,9%	1,9%	16,2%	5,3%
Automobiles et pièces détachées	16,2%	47,3%	21,6%	67,2%
Textiles	13,1%	20,5%	17,9%	28,4%
Bois et papier	-18,2%	-27,6%	-2,3%	-13,9%
Chimique (sans pharma)	-4%	-14,6%	8,4%	-4,7%
Cokéfaction et raffinage	-1,6%	6,6%	-0,5	7,7
Pharmaceutique	9,8%	20,1%	10,3%	-1,2%



7. INDICE DE COMPLÉMENTARITÉ COMMERCIALE.

D'après le Centre de recherche du Madjles, au cours de la période 2009-2020, la Corée du Sud, l'Irak, la Chine, la Turquie et la Russie auraient présenté l'indice de complémentarité le plus élevé avec les exportations iraniennes (ordre décroissant).



ISRAËL

1. DUBAI INTERNATIONAL CHAMBER OUVRE UN BUREAU DE REPRÉSENTATION À TEL AVIV.

Dubai International Chamber a ouvert un bureau de représentation à Tel-Aviv. Cette décision vise à accompagner la tendance au développement des relations économiques entre Israël et les Émirats Arabes Unis. Les accords d'Abraham ont déjà permis en deux ans de faire passer les échanges économiques de quasiment rien à un peu plus de 2,8 Mds USD avec les quatre pays signataires. Les EAU sont les principaux bénéficiaires de ce développement et l'Émirat de Dubaï en particulier. Ce dernier déploie notamment une politique d'attraction des investissements israéliens.

2. REPRISE DU TOURISME.

En Israël le tourisme représente 2% du PIB, soit quatre fois moins qu'en France. 2,6 M de touristes sont entrés en Israël en 2022, après deux années marquées par la pandémie de COVID-19. 2020 et 2021 avaient respectivement enregistré 831 000 et 397 000 entrées ; en 2019 4,6 M de touristes étaient venus visiter Israël. Jérusalem est la première destination du pays.

3. RÉSULTATS MITIGÉS POUR LES STARTUP ISRAËLIENNES EN 2022.

Selon le rapport annuel d'IVC-Leumi Tech, l'écosystème israélien de l'innovation a levé 14,9 Mds USD en 2022, moins qu'en 2021 qui avait été une année exceptionnelle (26 Mds USD). Avec 10,3 Mds USD levés au premier semestre 2022, l'élan de 2021 se maintenait mais le deuxième semestre a vu une inflexion notable de la tendance, conséquence de l'inflation et des baisses des valeurs technologiques à Wall Street. Parmi les sous-secteurs les plus impactés, on note la cybersécurité qui enregistre une chute de 60% entre 2021 et 2022. Les

spécialistes s'attendent à une poursuite du ralentissement en 2023.

4. ESH, NOUVELLE BANQUE NUMÉRIQUE EN ISRAËL.

La Banque d'Israël vient d'accorder une deuxième licence bancaire numérique en deux ans. Le bénéficiaire est Nir Zuk, fondateur du géant de la cybersécurité Palo Alto Networks, qui doit s'engager à investir 50 M USD en capitaux propres pour la création de ESH. La nouvelle banque sans succursales fournira des comptes de dépôt, des prêts, des mécanismes de paiements et des cartes de crédit.

JORDANIE

1. DÉTÉRIORATION DES CHIFFRES DU CHÔMAGE AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022.

Selon le Département des Statistiques (DoS), le taux de chômage a augmenté d'un demi-point de pourcentage au 3^{ème} trimestre de 2022 par rapport au 2^{ème} trimestre de 2022, pour atteindre 23,1 %. Cependant, il observe une très légère baisse (0,1 pp) par rapport au 3^{ème} trimestre de 2021. Contrairement aux tendances observées au 2^{ème} trimestre de 2022, le chômage des hommes a baissé de 0,2 pp pour atteindre 20,5 % alors que le chômage des femmes a augmenté de 3,7 pp et s'élève à 33,1 % au 3^{ème} trimestre de 2022. Le chômage des femmes qui ont fait des études supérieures est même de 81,8 %. Le chômage des jeunes (15-24 ans) reste très inquiétant et s'élève à 46,9% (42,1 % chez les hommes et 67,5 % chez les femmes). La participation au marché du travail déjà très faible continue de se dégrader et est évaluée à 33 % (52,5 % chez les hommes et 13,7 % chez les femmes).

2. HAUSSE DU DÉFICIT COMMERCIAL SUR LES DIX PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2022.

Selon le DoS, le déficit commercial a augmenté de +30,2 % sur les dix premiers mois de 2022 par rapport à la même période de 2021 pour atteindre 9,1 Mds JOD (12,9 Mds USD). Cette augmentation résulte d'une hausse des importations de +34 % dont la valeur a atteint 16,5 Mds JOD (23,3 Mds USD) sur la période janvier-octobre 2022 due aux produits pétroliers (18 % des importations, +61,1 %), aux bijoux et pierres précieuses, aux véhicules et machines mais aussi aux céréales. Quant aux exportations, elles ont augmenté de +39,1 % pour atteindre 7,4 Mds JOD (10,5 Mds USD) sur la même période, tirées par les vêtements (18,9 % des exportations nationales, +17 %), les engrais (14,3 % des exportations nationales, +56 %), la potasse brute (13,2 % des exportations nationales, +125,7 %) et le phosphate brut (9,8 % des exportations nationales, +133,2 %).



3. ACCORD ENTRE JPMC ET IFFCO SUR L'EXPORTATION DE PHOSPHATE.

Jordan Phosphate Mines Company (JPMC) et Indian Farmers Fertilizer Cooperative Limited (IFFCO) ont signé, mardi dernier, un accord portant sur une augmentation des quantités de phosphate vendues par JPMC à IFFCO de 2,1 M de tonnes à 3 M de tonnes par an. Pour rappel, le secteur minier a contribué à hauteur de 2,2 % au PIB de la Jordanie au 3^{ème} trimestre de 2022 et le phosphate constituait près de 10 % des exportations nationales lors des 10 premiers mois de 2022.

LIBAN

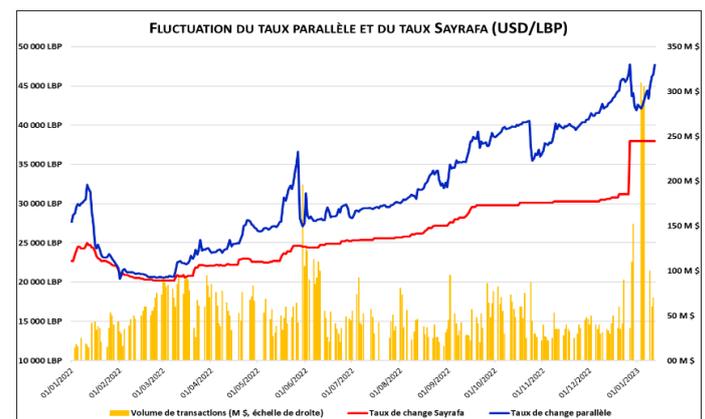
1. DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES VARIÉES POUR 2022.

La Banque du Liban a annoncé une estimation de croissance réelle de 2% pour 2022, basée sur des facteurs haussiers tels qu'une forte saison touristique, une amélioration du secteur de la construction et une hausse des transferts de fonds des travailleurs expatriés. Cependant, cette estimation est plus optimiste que celles de la Banque Mondiale et de la Standard Chartered Bank, qui prévoient une contraction respectivement de -5,4% et -5%. L'enquête de Bloomberg (panel d'économistes) estime, quant à elle, la croissance du PIB réel à -3,3% pour 2022. Il convient de rester prudent face à ces estimations, compte tenu des difficultés croissantes à mesurer l'activité économique libanaise, en raison notamment du développement de l'économie informelle et de l'usage croissant des espèces.

2. FORTES FLUCTUATIONS DE LA LIVRE LIBANAISE.

Le 27 décembre, la Banque du Liban (BdL) a annoncé la modification du taux de sa plateforme Sayrafa, passant de 31 200 à 38 000 LBP/1USD, une majoration brutale et inédite depuis la création de la plateforme. Plusieurs banques commerciales ont ensuite suivi les nouvelles indications de la BdL, permettant à leurs clients de convertir leurs livres libanaises en dollars au taux Sayrafa, sans plafond théorique. Cette levée des plafonds a entraîné une augmentation considérable du volume des opérations au taux Sayrafa (moyenne journalière de 175 M

USD depuis le 28 décembre contre 38 M USD depuis début novembre). Cette semaine, la BdL a finalement décidé d'imposer à nouveau des plafonds aux banques commerciales, qui pour la plupart avaient déjà fixé un seuil maximum. Ces décisions soudaines ont eu pour effet de faire fluctuer la livre sur le marché parallèle, qui a fini par se stabiliser autour du taux prévalant avant les annonces de la BdL (47 400 LBP/1USD au 12 janvier).



Source : Banque du Liban, Lira Rate

3. FORTE HAUSSE DU NOMBRE DE PASSAGERS À L'AÉROPORT DE BEYROUTH EN 2022.

Le nombre de passagers à l'aéroport international de Beyrouth a augmenté de +46,8% entre 2021 (4,3 M de passagers) et 2022 (6,4 M soit un niveau représentant 75% de celui enregistré en 2019). Cette augmentation est en grande partie liée à l'afflux d'un grand nombre d'expatriés libanais pendant la saison estivale et les fêtes de fin d'année, et à la levée des restrictions liées au COVID-19.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE DE BEYROUTH
RÉDACTEURS : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

POUR S'ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH